



## PRÉFÈTE DE LA SARTHE

*Direction départementale des territoires*

### Comité technique du 26 février 2016

#### 5 – Mutualisations

##### I – Contexte général

Dans le cadre de la modernisation de l'action territoriale de l'État, diverses réflexions sont engagées tant au niveau national que régional visant à la mise en commun de certaines fonctions supports entre services. Cette orientation a d'ailleurs été confirmée par le conseil des ministres du 31 juillet 2015 qui a décidé de renforcer les services de préfectures de Région pour animer la mutualisation du fonctionnement entre services déconcentrés. Une circulaire est attendue pour définir les conditions de mutualisations des fonctions support des administrations de l'Etat dans chaque ville.

En Sarthe et sur le Mans, le regroupement des services sur le site de Paixhans est un élément favorable à une mise en commun de missions supports de certains services du site.

Enfin, des fonctions supports à effectifs faibles pour des missions diversifiées concourent naturellement à s'interroger sur une évolution des organisations visant à fiabiliser et conforter ces missions.

##### II – Réflexion relative à la création d'un secrétariat général des DDI en Sarthe.

###### *a) Mission confiée au DDT adjoint*

Par lettre de mission du 24 avril 2015, Mme la Préfète a confié à Rémy Boutroux, DDT adjoint, l'engagement d'une réflexion relative à la mise en place d'un secrétariat général commun aux trois DDI et lui a demandé de constituer un groupe projet dans cet objectif.

Cette réflexion préalable, dont les services du Premier ministre ont été informés par le préfet de Région dans le cadre du diagnostic régional territorial, est en pleine cohérence avec les orientations nationales.

###### *b) Déroulement de la réflexion*

Le groupe « projet » est constitué des trois secrétaires généraux des DDI et s'est réuni deux fois. Le chargé de mission a également rencontré chaque directeur de DDI.

Il a travaillé sur :

- l'établissement d'une cartographie des missions et des partenaires des secrétariats généraux, en prenant en compte les spécificités des services,
- pour ces missions, la détermination des atouts et contraintes vis à vis d'une mutualisation

Ses réflexions ont abouti début janvier 2016 à la production d'un rapport d'analyse.

### ***c) Les premières analyse***

L'état des lieux souligne :

- la multiplicité des partenaires, internes ou externes, à l'État avec lesquels les SG travaillent, ainsi que des pratiques et outils, qui contribuent à la complexité de l'action des secrétariats généraux,
- la bonne convergence d'activité et d'organisation des trois secrétariats généraux autour d'un noyau dur de missions communes (GPEEC-RH, Gestion-comptabilité, fonctionnement -logistique) auquel se rajoutent des missions plus spécifiques.

Face à cette multiplicité d'acteurs et de pratiques, il est suggéré d'être en particulier vigilant sur :

- la phase préparatoire, indispensable, pour, notamment, structurer la gouvernance, lever les difficultés techniques, préparer la convergence des pratiques, et élaborer des outils communs de pilotage et définir des priorités d'action en nombre limité pour la 1ère année,
- l'association des personnels et de leurs représentants à la démarche, et sur le processus d'affectation
- la prise en compte des besoins de compétence,
- la création d'un CHSCT de site pour traiter des problématiques transversales du site.

Cette analyse a été remise à Mme la Préfète qui l'a transmise à M. Le Préfet de Région.

Elle contribuera à éclairer les choix qui pourront être retenus en matière de modernisation de l'organisation des services.

## **III – Expérimentation sur la mutualisation des véhicules de service sur le site de Paixhans**

### ***a) Contexte***

Par lettre du 5 juin 2015 adressée aux préfets de région, le directeur des services administratifs et financiers du Premier ministre a, en cohérence avec la circulaire du Premier ministre du 16 février 2015 relative à la mutualisation et à l'optimisation du parc automobile, indiqué que sera menée une expérimentation d'un outil d'autopartage dans deux DDI.

Compte tenu du regroupement des services sur le site Paixhans et la gestion collective du site par la DDT, la direction des services administratifs et financiers (DSAF) a contacté la DDT pour lui demander de participer et piloter une de ces expérimentations sur un périmètre supérieur à cette seule direction.

Cette expérimentation est financée par la DSAF. Elle a pour objectif de s'assurer de la faisabilité d'une telle solution technique pour assurer une gestion collective des flottes automobiles.

Après divers contacts avec la DSAF, il a été décidé que le périmètre de cette expérimentation portera sur 50 véhicules environ appartenant à la DDT, à la DDPP et à la DDSCS donc relevant du même BOP de fonctionnement.

En fonction de leur spécificité ou de leur usage, ces véhicules seront utilisables par tout ou partie des agents des DDT, DDPP, et DDSCS ainsi que de la DSDEN qui intégrera l'expérimentation.

Pendant l'été, les 2 prestataires pressentis par la DSAF sont venus au Mans présenter leur solution technique aux trois DDI en présence de représentants de la DSAF et du Service des Achats de l'État.

La solution proposée par la société Vulog a été considérée comme mieux adaptée à cette expérimentation.

### ***b) La solution retenue***

Cette expérimentation avec la société Vulog consiste à :

- équiper 44 véhicules des trois DDI :
  - d'un dispositif électronique permettant l'accès au véhicule avec un badge (les clés resteraient dans les véhicules),
  - d'un boîtier GSM assurant la coupure moteur en l'absence de lecture de badge et permettant de récupérer des données techniques sur les véhicules
  - d'un GPS pour le positionnement et les kilomètres parcourus,

- mettre en place un outil de réservation des VL sous internet, accessible à l'ensemble des agents des services qui auront été habilités à réserver.

L'obtention automatique de données, comme le kilométrage parcouru, fiabilisera et simplifiera le suivi de l'utilisation des véhicules par direction qui, en cas de généralisation au-delà du périmètre d'expérimentation, conduira à faciliter la détermination des coûts par services.

L'armoire à clefs actuellement utilisée pour les réservations de véhicules servira pour la gestion de matériels collectifs (ordinateurs portables, vidéo-projecteurs, appareils photo, ...)

### ***c) Le déroulement de l'expérimentation***

Ce dispositif est déployé à compter de fin janvier 2016 et l'expérimentation durera un an.

Elle comporte deux phases :

- une phase de test sur deux véhicules,
- une phase de généralisation à l'ensemble de véhicules retenus.

La phase de test, est en cours ; elle se déroule de fin janvier à fin février 2016, elle consiste à :

- équiper 2 véhicules, (une Yaris et un Clio 4),
- tester l'outil pour ces 2 véhicules avec 4 utilisateurs,
- faire un bilan des éventuelles difficultés rencontrées avant de généraliser aux 42 autres voitures et à l'ensemble des agents des DDI ainsi qu'à quelques agents de la DSDEN,
- s'assurer de la possibilité d'équiper quelques véhicules non répertoriés par la société.

La phase de généralisation se fera en mars par l'équipement des véhicules et leur intégration dans le système ; fin mars, l'ensemble des 44 véhicules sera géré avec ce dispositif.

Un suivi régulier du dispositif sera effectué ; des réunions avec le prestataire et associant la DSAF se tiendront pour réaliser des points intermédiaires et apporter si nécessaire des mesures correctrices.

Une première réunion est programmée le 1<sup>er</sup> mars pour faire le point de la phase test.

### ***d) L'information et la formation des personnels***

Ce sujet, déjà l'ordre du jour du dernier CT, sera traité avec les représentants du personnel lors des comités techniques et lors de réunions informelles.

L'information des personnels se fera par :

- la publication d'articles sous les sites Intranet des services ; une première publication a été réalisée pour informer sur la phase de test,
- une note pour la mise en service du dispositif généralisé
- la mise en ligne du mode d'emploi de l'outil,

Cette information sera accompagnée de session de formation en mars.

Une boîte mail fonctionnelle, dédiée à cette expérimentation, est mise en place ; elle a pour objectif de collecter les remarques et observations des utilisateurs afin de mettre en évidence les points forts et les points faibles, et, si possible, améliorer le fonctionnement du dispositif.

L'exploitation des données ainsi recueillies enrichira le bilan de cette expérimentation qui devrait permettre à la DSAF de décider d'une éventuelle extension de solution similaire à l'ensemble des DDI, après passation d'un marché national.

\*\*\*